Domestiquer la représentation politique. Les professions de foi pour les élections législatives de 2002

Marion Paoletti

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mots/115>

DOI : 10.4000/mots.115

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2005

Pagination : 29-39

ISBN : 2-84788-077-1

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Marion Paoletti, « Domestiquer la représentation politique. Les professions de foi pour les élections législatives de 2002 », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 77 | 2005, mis en ligne le 31 janvier 2008, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/mots/115> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.115>

Domestiquer la représentation politique. Les professions de foi pour les élections législatives de 2002

La tension entre proximité et mise à distance dans l'acte de représentation se révèle dès le premier scrutin au suffrage universel masculin lors des élections législatives du 23 avril 1848 pour une Assemblée constituante¹. Les professions de foi des candidats signalaient que la nature du régime représentatif qu'ils entendaient défendre était traversée par une interrogation explicite : est-on mieux à même de représenter quand il y a communauté de vie entre élus et électeurs, attestée par la proximité géographique et sociale, ou au contraire est-ce la capacité à prendre de la « hauteur », manifestée notamment par l'exercice d'une profession intellectuelle, qui fonde la capacité à bien représenter ? L'oscillation, dans la présentation de soi des candidats, entre intégration à la collectivité des citoyens et distinction se prolonge dans les documents électoraux municipaux des années quatre-vingt². Que devient-elle aux élections législatives des 9 et 16 juin 2002, alors que priment les registres de la proximité et du terrain, immédiatement après les élections présidentielles des 21 avril et 5 mai 2002 ?

Cette tension ne concerne pas que l'identité sociale des futurs élus, elle travaille aussi les formes du lien politique entre gouvernants et gouvernés tels qu'ils ont pu être explicités par Luc Boltanski et Laurent Thévenot³. La proximité et la distance sont particulièrement sollicitées par les modèles des cités domestique et civique, à la fois comme régimes typiques de ces cités mais aussi comme tensions entre ces cités amenant à penser leurs relations, d'une part conflictuelles et d'autre part de collaboration. La cité civique est ordonnée autour d'un « principe supérieur commun » : la prééminence du collectif, de la conscience collective ou de la volonté générale. Elle dévalorise la proximité. La

1. Y. Déloye : « Se présenter pour représenter. Enquête sur les professions de foi électorales de 1848 », dans M. Offerlé (dir.), *La profession politique, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Belin, 1999.
2. Ch. Le Bart, automne 1992, « La présentation de soi des acteurs politiques locaux », *Médiatisations du politique, L'Aquarium*, n° 10, p. 25-42.
3. L. Boltanski et L. Thévenot, 1991, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.

« grandeur » est règlementaire et représentative et la « dignité des personnes » liée à leur aspiration aux droits civiques. Les critiques du monde civique envers le monde domestique concernent en premier lieu les relations de dépendance personnelle (telle que le paternalisme) qui caractérisent la cité domestique. Le monde domestique se méfie quant à lui de l'anonymat de la cité civique et valorise la proximité. La « dignité des personnes » est liée aux soins et à l'attention dont elles sont l'objet. Dans la cité domestique, le lien entre les êtres est conçu comme un lien familial, c'est un territoire dans lequel s'inscrit la relation de dépendance domestique. Les grands ne trouvent une justification de leur position que dans la volonté de « protéger les petits » avec une forte dimension sacrificielle et dans la continuité de la tradition. La célébration de ses vertus par le chef consiste à faire voir l'ampleur du sacrifice auquel il consent pour le bonheur commun. La cité domestique est fondée sur le respect de la tradition et de la hiérarchie, un état de dépendance d'où les grands tirent l'autorité qu'ils exercent sur d'autres.

La cité civique dévalorise la proximité, et pourtant, les conditions morphologiques de proximité (un nombre d'habitants restreint sur un territoire réduit) fournissent les conditions idéales pour l'aspiration aux droits civiques, pour peu que la formation de l'opinion publique et les relations gouvernants/gouvernés fassent l'objet de procédures qui tiennent à distance les liens clientélistes et paternalistes de la cité domestique. C'est pourquoi les formes du lien politique local sont particulièrement sujettes à oscillation entre ces deux ordres de grandeur, domestique et civique. Et bien que concourant pour la « représentation nationale », les candidats aux élections législatives se présentent comme viscéralement liés au territoire de leur circonscription. Le modèle de démocratie locale, communautaire et consensuel, favorise historiquement les relations de face à face. La revendication de la décentralisation dans les années soixante et soixante-dix s'est faite largement au nom de la participation, procédurale et organisée, et de la critique de l'exercice du pouvoir par des notables. Le projet politique des gamistes, par exemple, est bien de « favoriser une prise de conscience politique à partir du quotidien » ; il s'inscrit dans une maïeutique visant la montée en généralité à partir du quotidien et s'incarne dans une série de procédures⁴. La nouvelle phase de problématisation de la « démocratie participative » dans les années quatre-vingt-dix n'est pas sans aller de pair avec la valorisation de dispositifs et de procédures dont

4. « Qui sommes nous ? » demande R. de Caumont dans son livre-manifeste avant de répondre : « Monsieur tout le monde ». R. de Caumont, M. Tessier, *Les Groupes d'action municipale*, Paris, Éditions universitaires, 1971. Ainsi, l'histoire d'Hubert Dubedout, venu à la politique parce que, député dans sa baignoire du 6^e étage d'un immeuble grenoblois où l'eau n'arrivait que par filets intermittents, il a décidé de « prendre les choses en main » et est finalement devenu maire de Grenoble pour « une vraie démocratie locale », fût-elle constituée en symbole emblématique des GAM.

l'espace public habermassien constitue la référence plus ou moins explicite⁵. La démocratie de proximité, qui tend à prendre dans les discours la place qu'occupait il y a peu la démocratie participative, réalise des compromis entre logiques domestiques et logiques civiques. Ainsi, le dispositif des conseils de quartier dans la loi du 27 février 2002, relative à la démocratie de proximité, spécialise la participation à un échelon de voisinage et dépourvu de pouvoir, le quartier. De même, les politiques de proximité, par lesquelles la puissance publique propose la participation des usagers ou des habitants, valorisent une expertise qui est celle de l'usage familial⁶.

Comment cette tension entre proximité et mise à distance est-elle travaillée par les candidats aux élections législatives en 2002, à la fois s'agissant de la présentation que les candidats font d'eux-mêmes et des conceptions du lien politique qu'ils véhiculent ? Quelles sont dans ces « présentations de papier » que sont les professions de foi des candidats, les usages politiques de la biographie et les images du corps électoral auquel le candidat s'adresse ? Y a-t-il articulation ou au contraire dissociation entre proximité sociale et proximité domestique, distinction sociale et mise à distance civique ?

Le corpus constitué par l'ensemble des professions de foi aux élections législatives des 9 et 16 juin 2002 dans les onze circonscriptions de Gironde révèle surtout une manière différenciée de jouer de la tension entre proximité et mise à distance au premier et au deuxième tour⁷. Là où les candidats du premier tour associent proximité sociale avec les électeurs et propositions de procédures civiques, les candidats du second tour, professionnels de la représentation politique pour la plupart, ne se présentent quasiment pas et valorisent la connaissance qu'ils ont de chacun comme l'aide qu'ils peuvent lui apporter. La proximité relationnelle est implicite pour les seconds là où la proximité sociale est affichée pour les premiers. Cette première dichotomie rejoint une opposition dans le contenu donné aux relations politiques entre gouvernants et gouvernés. Les candidats de proximité au premier tour cherchent à se distinguer du milieu politique dans les présentations d'eux-mêmes,

5. L. Blondiaux, G. Marcou, F. Rangeon (dir.), 1999, *La démocratie locale. Représentation, participation et espace public*, Paris, PUF.
6. É Doidy, « Les régimes de proximité dans les économies de la grandeur », communication aux Journées d'études La « proximité » dans le champ politique : usages, rhéoriques, pratiques, CERAPS-CRAPE, Lille, 18-19 septembre 2003. C. Lafaye, H. Flanquart, « La figure de l'habitant et du citoyen dans les dispositifs de participation dunkerquois », dans J.-P. Blais, C. Gillio, J. Ion (dir.), *Cadre de vie, environnement et dynamiques associatives*, Ministère de l'Équipement, du Transport et du Logement, p. 35-45. J. Rasmussen, « Les élus face au quotidien des banlieues », communication aux Journées d'études La « proximité »... (cit^é *supra*, même note).
7. 8 633 personnes étaient candidates pour le premier tour des élections législatives en France, soit une augmentation de 32 % par rapport à 1997. En Gironde, en moyenne 13 candidats se sont effectivement présentés dans les 11 circonscriptions au suffrage des électeurs. Nous remercions la préfecture de Gironde de nous avoir autorisée à photocopier les 143 professions de foi du premier tour et les 22 professions de foi du second tour.

valorisent leur quotidien vécu et déploient un registre civique : les relations gouvernants/gouvernés font l'objet de propositions de procéduralisation qui constituent autant de mises à distance dans ces relations par rapport à l'évidente interconnaissance valorisée au second tour. Les professions de foi du second tour donnent quant à elles un contenu quasi exclusivement domestique à la proximité : il s'agit essentiellement, pour les candidats du deuxième tour, de s'occuper de chacun individuellement. L'activité politique est ainsi justifiée par une logique domestique où les représentants prennent en charge les représentés dans une éthique de la sollicitude et du soin, et où leur grandeur réside dans leurs capacités à intercéder pour répondre aux besoins des individus et du territoire auprès d'autres institutions : gouvernement et collectivités locales.

Les professions de foi du premier tour, quand elles déploient un registre de la proximité, le situent, pour la majorité, dans le monde civique. Les professions de foi au second tour se caractérisent quant à elles par une fixation de la proximité dans un sens quasi exclusivement domestique. À la valorisation de la proximité sociale dans les présentations de soi au premier tour correspond ainsi la distance civique là où la distance sociale du second tour va de pair avec une proximité essentiellement domestique.

La proximité domestique de second tour

La quasi-totalité des candidats au second tour investit largement le thème de la proximité⁸. La grandeur des grands dans la proximité consiste alors à faire voir leur capacité à prendre en charge les autres, les habitants dotés de besoins et d'intérêts. Il s'agit, pour les futurs élus, de montrer qu'ils sont là, au service des individus, capables de faire don de leur personne. Leur notoriété les exempte d'une présentation d'eux-mêmes, le cumul de leurs mandats constitue le moyen d'un projet politique fait de courtage et de service en direction des habitants. Les trois dimensions mobilisées (hiérarchie, dévouement, notoriété) fixent le sens quasi exclusivement domestique de la proximité au second tour.

Position hiérarchique et notoriété

Les présentations de soi sont rares dans les professions de foi de 2002 au second tour. C'est plutôt le registre de l'évidence, de la familiarité qui prime :

8. Le thème de la proximité est largement investi par les 10 candidats socialistes, le candidat Vert, le candidat UDF et 6 des 10 candidats UMP. 4 candidats UMP sont dans le seul registre partisan et déploient, pour l'essentiel, un argumentaire hostile à la cohabitation.

« Nous nous connaissons, vous savez que... » (Homme, PS, 11^e circonscription). « Chacun connaît ma capacité à proposer des actions concrètes et à les faire aboutir » (Homme, PS, 8^e circonscription).

16 candidats sur 22 au second tour ne livrent aucun élément de biographie les concernant : mandats exercés, situation professionnelle ou familiale. Deux candidats seulement, non sortants et sans mandats, présentent leur profession : avocat et universitaire. Ne pas se présenter, c'est en quelque sorte être dans le registre de la familiarité et incarner le « travail de terrain » par la connaissance supposée évidente que les électeurs ont du candidat. La connaissance familière dont ils sont supposés être l'objet se passe de présentation.

La plupart des candidats du second tour (16 sur 22) sont des professionnels de la politique n'exerçant pas d'autre profession que leurs mandats. Les mandats exercés ne sont pas, sauf exception, mentionnés dans les professions de foi. Pour autant, le cumul des mandats, l'accès aux autres collectivités publiques sont, même si c'est en creux, au centre des moyens que valorisent les candidats pour rendre service aux habitants. Cette ressource est fortement utilisée par les candidats socialistes dans le contexte localisé de la Gironde : 9 candidats sortants sur 11 sont socialistes, le conseil général comme le conseil régional sont gérés par le PS. Cette ressource est aussi utilisée par les candidats de l'UMP. « Votre seul relais auprès du gouvernement », insiste par exemple tel candidat (homme, UMP, maire, 11^e circonscription). Sur les 22 candidats, seules deux femmes s'engagent, au nom de la disponibilité nécessaire, à n'exercer que le mandat brigué. Elles ne seront pas élues.

La distance sociale objective qu'introduisent le cumul des mandats et la professionnalisation politique est passée sous silence et retournée en levier de la proximité. Les députés sortants, tous maires sauf une candidate, brouillent largement les compétences qu'ils exercent en tant que maires et en tant que députés. Dans les professions de foi, le rôle du député est celui d'un courtier pour la circonscription. Dans leur projet de mandat comme dans le bilan qu'ils en dressent, ils valorisent des réalisations concrètes qui ne relèvent pas nécessairement du mandat de député.

Présent dans notre circonscription, j'ai toujours travaillé pour rassembler en créant la communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Sud, en soutenant la refondation du SIBA, en lançant la création du « Pays » dans le Sud Gironde. (Homme, PS, député sortant, maire, non réélu, 8^e circonscription)

« J'ai obtenu, comme jamais, des crédits pour le Médoc », indique ce candidat (homme, PS, député sortant, maire, non réélu, 5^e circonscription) avant d'énumérer une liste de réalisations très localisées. « J'ai défendu les particularités locales... », précise-t-il avant d'évoquer des lois en lien avec le littoral, la chasse...

Servir les intérêts des habitants

La proximité associée à la concrétisation des demandes individuelles justifie les activités de courtage et la confusion des compétences entre mandat local et mandat national. Il s'agit de servir les intérêts des électeurs. Le vocabulaire utilitariste n'est pas absent des professions de foi. « Un député qui vous sera utile » est ainsi mis en exergue sous la photo d'un candidat (homme, UMP, maire, non élu, 6^e circonscription). « Le candidat d'expérience, proche de vous et toujours soucieux de la défense de vos intérêts », annonce un autre (homme, PS, député sortant, maire, réélu, 11^e circonscription).

Actif à l'Assemblée, actif sur le terrain, prenant en compte ce que vous m'avez exprimé, j'ai prouvé que je sais défendre vos intérêts, vos dossiers, en lien direct avec un conseil général et un conseil régional gérés par la gauche. (Homme, PS, député sortant, maire, réélu, 11^e circonscription)

La présentation du bilan prend alors régulièrement la forme de la valorisation des interventions individuelles, de la réponse à des cas concrets sur lesquels est intervenu le député. Ce qui compte, c'est la capacité à répondre à des demandes individuelles et concrètes. Les textes de propagande ne cessent d'ailleurs d'osciller entre le pluriel (« nous », « vous », « les habitants »...) et des termes individualisants tels que « chacun-e ».

Depuis 1997, j'ai soutenu plus de 500 dossiers communaux et défendu plus de 5 000 demandes individuelles de Médocains sur des questions comme la recherche d'emploi ou de logement, la création d'entreprise, l'aide à l'exploitation agricole, le soutien aux associations... (Homme, PS, député sortant, maire, non réélu, 5^e circonscription, journal de campagne)

Le journal de campagne du député sortant (homme, Vert, député sortant réélu, maire, 3^e circonscription) dans la 3^e circonscription présente essentiellement des extraits de courriers sollicitant une intervention et renvoie par une flèche à ce qui a été fait pour donner suite.

Les compétences exercées dans le cadre du mandat national ne comptent pas. Le député et le maire se fondent, avec la proximité, au service des intérêts des électeurs. Le journal de campagne du député-maire (homme, UMP, député sortant réélu, maire, 2^e circonscription) dans la seconde circonscription décline les thèmes nationaux de l'UMP, « liberté, égalité, fraternité », alors que des photos et des réalisations très localisées servent d'illustrations : la photo du commissariat des Capucins : « Un nouveau poste de police à Bordeaux » ; une photo d'école : « Une des nombreuses écoles rénovées à Bordeaux » ; des photos d'immeubles rénovées : « De nouvelles habitations à Bordeaux Bas-tide »... Le bilan municipal sert d'illustration à des thèmes vagues et nationaux.

Le discours sur la proximité a ceci de particulier qu'il constitue un déplacement dans l'interprétation de la demande sociale par rapport aux discours antérieurs : il ne s'agit plus d'une demande de participation à un espace collectif et public (cité civique) mais d'une demande de microlocalisation et de descente maximale de l'action politique (cité domestique). La tension entre proximité domestique et proximité civique n'apparaît pas ou presque pas dans les professions de foi du second tour. S'il s'agit d'être « en lien », « à l'écoute », cette relation relève d'une disposition empathique, d'une résolution et d'un engagement : « J'ai pris l'engagement ferme d'être une députée de terrain, à votre écoute et proche de vos véritables préoccupations : il est indissociable de ma candidature » (femme, PS, maire, députée sortante réélue, 4^e circonscription). Seuls deux candidats du second tour proposent, de manière isolée dans le texte de leur profession de foi, des technologies politiques : « référendum d'initiative locale »⁹ et « comptes rendus réguliers de mandats »¹⁰. La proximité est spontanée : elle s'incarne exceptionnellement dans des procédures et n'implique pas de mise à distance. Elle relève de la décision d'« aller vers » les habitants pour « écouter leurs besoins ».

Patriotisme du territoire et registre du cœur

Dans les professions de foi du second tour, l'ambition est stigmatisée au profit d'une figure : se sacrifier pour un territoire aimé. L'identité territoriale est exprimée positivement dans les professions de foi (« Vous voulez vivre au pays », « notre circonscription », « notre Médoc »...) mais aussi en réaction à l'intrus. Si les « élus du sol » éclipsent leur distance sociale objective en présupposant qu'ils sont déjà connus, ils sont particulièrement portés à valoriser leur attachement territorial.

Vous êtes nombreux et majoritaires à vous être exprimés pour la différence et l'affirmation du Libournais contre la mainmise de l'UMP et de Bordeaux sur notre devenir. (Homme, PS, maire, 10^e circonscription, député sortant et non réélu)

Les appareils bordelais et parisiens l'ont imposée contre l'avis général... Elle ne voulait même pas être candidate. (Homme, PS, député sortant, maire, non réélu, 8^e circonscription)

Le parachuté est stigmatisé comme ambitieux là où il s'agit par contraste d'affirmer humilité et dévouement.

Dans notre circonscription, le choix est également clair : d'un côté, un candidat guidé seulement par une ambition personnelle, résidant à Artigues et travaillant à Bordeaux. De l'autre, des élus de terrain, qui vivent et travaillent au pays, au service quotidien de leur concitoyens. (Homme, PS, député sortant, maire, réélu, 11^e circonscription)

9. Homme, UMP, maire, député sortant réélu, 2^e circonscription.

10. Homme, UMP, 7^e circonscription, maire, élu député pour la première fois en 2002.

Ainsi, vous avez clairement fait connaître votre souhait de continuer dans la confiance. Pour cela, vous avez choisi pour la rive droite l'enracinement et la proximité d'une équipe de terrain plutôt que de satisfaire les ambitions d'un élu bordelais. (Femme, PS, maire, députée sortante réélue, 6^e circonscription)

À l'opposé de l'ambition personnelle, il est question de dévouement, de se mettre au service et à l'écoute des autres « par un engagement de tous les jours »¹¹. Si les candidats du second tour, parmi lesquels les professionnels de la politique sont majoritaires, sont amenés à user de la forme de proximité la plus évidente, la proximité domestique, les candidats du premier tour, peu ou pas connus, ne peuvent jouer de cette relation de familiarité avec les électeurs. Ils sont portés à mobiliser la proximité dans le cadre de la cité civique.

La proximité civique de premier tour

Au premier tour, le registre de la proximité n'est pas déployé par tous les candidats, loin de là. Dans le contexte immédiatement postérieur au 21 avril, la tonalité générale est à la nationalisation et à la politisation des enjeux, au marquage des différences entre « la gauche », « la droite », « la vraie gauche », « la vraie droite ». La très grande majorité des professions de foi au premier tour s'inscrivent exclusivement dans un registre partisan, sans référence à la proximité. Par exemple, le parti communiste, tourné, lors des élections municipales de 2001, vers une campagne électorale prenant au sérieux les engagements de proximité en valorisant chez les habitants une compétence à élaborer le programme, abandonne en partie ce registre en 2002. Chacun de ses candidats dans les onze circonscriptions est « le meilleur candidat pour battre la droite ».

La proximité, au premier tour, est investie par des candidatures isolées et par des partis politiques qui font de la proximité une spécialité. Les uns comme les autres inscrivent la proximité dans le cadre de la cité civique. D'une part, en formulant un projet politique de proximité constitué par des procédures de formation de l'opinion publique. D'autre part, en jouant de leur ressemblance objective avec les électeurs. Les outsiders du premier tour qui investissent sur la proximité cherchent à s'imposer en politique en se livrant à un double exercice de disqualification des établis et de légitimation de leurs propres spécificités sociologiques et éventuellement politiques. Dans un contexte de crise politique, certains candidats-reflets insistent sur la représentation-mandat : il s'agit de rénover les pratiques politiques.

11. Homme, PS, maire, député sortant réélu, 7^e circonscription.

Des candidats-reflets

Parmi les candidatures isolées, la proximité oscille d'un registre passif («je suis comme vous») à un registre actif («je vais organiser votre prise de parole»), le passage de l'un à l'autre n'étant pas nécessaire. Un certain nombre de candidatures ne sont motivées que par un titre à candidater : «être comme tout le monde». C'est un «nous» implicite par opposition aux autres, privilégiés, professionnels de la politique, qui justifie ces candidatures individuelles. Certaines n'ont aucun élément de programme, si ce n'est être un miroir des autres en stigmatisant par contraste le monde privilégié qui est celui de la politique. La ressemblance avec les électeurs constitue une justification centrale de la candidature.

Je suis un gardien d'immeuble dans une société HLM. Mon salaire n'est pas celui des hommes politiques, le mien est le SMIC... Je n'appartiens à aucune formation politique et suis un citoyen modeste... Vous ne voulez plus voir tous ces hommes politiques, de droite comme de gauche, cela fait vingt ans que nous voyons les mêmes, assez !!! Je serai un élu proche de vous, à l'écoute des problèmes que je connais bien. Alors, si je suis élu, vous aurez dit que vous voulez un député du peuple et proche des gens... Donnez la chance à un homme simple, proche de vous et qui ne comptera pas ses heures pour défendre vos intérêts. (Profession de foi premier tour, homme, 11^e circonscription de la Gironde, sans étiquette)

Dans les candidatures de simples citoyens est mis en avant le monde vécu : celui du quotidien. «Vivant parmi vous, ancré dans ma région et dans les mêmes réalités quotidiennes que vous, je connais notre circonscription, avec ses problèmes et ses particularités.» Ces candidats se livrent tous ou presque à une critique du système politique, avec des tonalités variables dans la dénonciation et un usage varié des critiques issues du monde civique. Ainsi positivement, par cette proposition de procéduralisation de la proximité :

Je m'engage à organiser tous les six mois des rencontres-débats dans chaque commune de la circonscription, afin de permettre une participation active des citoyens à l'élaboration de projets de vie, de projets de loi. Je m'engage à rendre des comptes annuellement sur mes travaux menés à l'Assemblée nationale. (Homme, sans étiquette, 8^e circonscription, avec pour slogan : «Une candidature de bon sens en toute indépendance.»)

La proximité sociale et la similarité du monde quotidien vécu avec les électeurs se prolongent dans un projet politique et une proximité symbolique : la hiérarchie entre gouvernants et gouvernés est refusée au profit d'un monde civique auquel les électeurs sont appelés à prendre part.

Des partis spécialistes de la proximité

En dehors de ces candidatures individuelles, certains partis politiques au premier tour incarnent l'opposition entre petits et grands partis à travers l'opposition entre « vraie démocratie de proximité » et « fausse démocratie de proximité ». Les critères de l'authenticité sont reliés à une procéduralisation de la concertation ou à un rejet de la politique professionnelle.

Nous souhaitons, avec vous, par des pratiques nouvelles d'écoute, de concertation, faire vivre une véritable démocratie de proximité. (Homme, LO, journal de campagne, 3^e circonscription)

Notre combat légitime peut être gagné. À condition d'éliminer ceux qui se présentent aujourd'hui comme des candidats de proximité, mais qui obéiraient demain à la discipline de leur groupe politique s'ils étaient élus à l'Assemblée nationale. (Homme, CPNT, journal de campagne, 3^e circonscription)

D'autres partis font de la proximité une spécialité, tel le Mouvement régions et peuples solidaires, avec pour slogan « *Per una democrazia de proximitad : un poder regional fort !* ». La proximité est alors associée à des réformes institutionnelles allant vers la régionalisation et la « participation ».

Pour davantage de proximité : plus proche de vous, un pouvoir régional fort pourra apporter des réponses rapides à vos problèmes. Pour davantage d'écoute : le monde associatif, les acteurs de la vie civile doivent être mieux entendus. (Homme, 6^e circonscription, Mouvement régions et peuples solidaires)

Ce sont surtout les candidats CPNT (Chasse, pêche, nature et tradition) qui se présentent comme des « candidats de proximité ». Ils se veulent des représentants miroirs avec pour vocation de s'occuper sans ambition des problèmes quotidiens des habitants d'un territoire dont ils affirment connaître les moindres recoins¹². Ils sont sans doute les seuls à s'efforcer de relier « proximité » et « politique nationale », notamment par trois phrases, reprises à l'identique dans les onze circonscriptions alors que les candidats CNPT développent par ailleurs des professions de foi personnelles :

Je parlerai des problèmes que nous rencontrons au quotidien. Je m'intéresserai aussi aux sujets d'intérêt national qui conditionnent notre qualité de vie. Il n'y a pas

12. « C'est en femme de terrain que je m'adresse à vous. Pour traiter les problèmes que nous rencontrons dans notre 7^e circonscription, notre terroir maintenu depuis des années dans une main de fer par les clans politiques. Le résultat, nous l'avons tous lu au soir du premier tour des présidentielles... Aujourd'hui, à l'aube du 21^e siècle marqué par les incertitudes [...], aujourd'hui je vous propose d'être représentés par une des vôtres. Une concitoyenne qui connaît chaque route, chaque chemin, qui vit le monde du travail, qui partage toutes les ressources de la chasse, de la pêche, de l'amitié vraie, des difficultés quotidiennes. » « Pour une vie politique de proximité. » (Femme, CNPT, 7^e circonscription).

pour moi de petits ou grands sujets... Petits ou grands, ils génèrent les mêmes mécontentements.

Le registre de la proximité, quand il est mobilisé au premier tour, articule pour l'essentiel trois dimensions mobilisées différemment selon les candidats : la ressemblance liée à la proximité sociale, la critique de la professionnalisation politique par contraste, l'engagement actif à une procéduralisation de la proximité dans un sens civique. Peu ou pas connus, les candidats de premier tour inscrivent leur ressemblance sociale dans une proximité civique faite d'égalité sociale et de procédures civiques.

Les registres de la proximité ne sont donc pas mobilisés de la même manière aux deux tours des élections législatives de 2002. La proximité au premier tour est d'abord constituée d'une proximité sociale faite de ressemblance avec les électeurs et s'inscrit dans un registre civique. La proximité est massivement investie par les candidats du second tour. La position sociale hiérarchique est alors passée sous silence mais elle est centrale dans le cadre de la proximité défendue : un projet politique fait de dévouement et de courtoisie et centré sur le cumul des mandats.

Force est de constater que dans le contexte immédiatement postérieur au 21 avril 2002, les qualités politiques décisives, celles qui permettent de l'emporter, se sont rejouées sur un mode domestique et traditionnel valorisant les services que peuvent rendre ceux qui occupent des positions hiérarchiques élevées. Ainsi, le sens donné à la proximité par les «outsiders» du premier tour n'a nullement contaminé les professions de foi du second tour.